

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

F. 2012 — 1395

[C – 2012/31226]

1^{er} MARS 2012. — Arrêté 2010/1366 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires relatives au mandat dans les services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79 et l'article 79bis, inséré par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4;

Vu le décret III de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 décembre 2010;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 13 janvier 2011;

Vu le protocole n° 2011/07 du 9 juin 2011 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis n° 49.873/2 du Conseil d'Etat, donné le 13 juillet 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 2. Dans l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, il est inséré une partie III/2, comportant les articles 16/7 à 16/12, rédigée comme suit :

« Partie III/2 – Des commissions de sélection et de la commission d'évaluation

Art. 16/7. § 1^{er}. Il est créé une commission de sélection compétente en vue de l'attribution de chaque emploi de mandat visé à l'article 34 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française.

La commission de sélection est composée en fonction de l'emploi à attribuer par mandat et comprend de cinq à sept membres.

§ 2. Le Collège, sur la proposition du membre du Collège chargé de la Fonction publique, désigne les membres de la commission de sélection chaque fois qu'un emploi de mandat visé au paragraphe 1^{er} est déclaré vacant et désigne le président parmi ceux-ci.

§ 3. La commission de sélection est composée de membres qui disposent d'une expertise en rapport avec les matières qui relèvent de l'emploi de mandat à attribuer et de membres qui disposent d'une expertise en rapport avec le management du secteur public.

La désignation des membres de la commission de sélection est limitée à la procédure de sélection pour laquelle ils ont été désignés.

§ 4. Les deux tiers au plus des membres de la commission de sélection appartiennent au même sexe.

§ 5. Le Collège désigne en outre un secrétaire effectif et un secrétaire suppléant.

Le Collège fixe l'allocation accordée au président et aux membres.

Art. 16/8. Le Collège établit, sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique, le règlement d'ordre intérieur de la commission de sélection.

Art. 16/9. Quiconque aurait un intérêt en quelque qualité que ce soit dans la procédure de sélection ne peut être désigné comme membre de la Commission de sélection.

Les membres de la commission de sélection sont liés par le secret en ce qui concerne les débats et délibérations ainsi que pour toute information dont ils auraient eu connaissance dans l'exercice de leur mission.

Art. 16/10. § 1^{er}. Il est créé une commission d'évaluation chargée de l'évaluation des titulaires de mandat visée à l'article 86/1.

La commission d'évaluation comprend de cinq à sept membres qui disposent d'une expertise en rapport avec le management du secteur public. Un membre au moins doit disposer d'une expertise dans la matière qui relève du mandat à évaluer.

§ 2. Le Collège, sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique, désigne les membres de la commission d'évaluation ainsi que le président parmi ceux-ci.

Le Collège désigne également, sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique, quatre membres suppléants qui répondent aux mêmes critères que les membres effectifs.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre, un suppléant est désigné par le président.

En cas d'absence du président, la présidence est attribuée au plus âgé des membres effectifs présents.

§ 3. Les membres sont désignés pour une période de cinq ans.

Leur désignation est renouvelable.

§ 4. Les deux tiers au plus des membres appartiennent au même sexe.

§ 5. Le Collège désigne un secrétaire effectif et un secrétaire suppléant pour assister la commission d'évaluation.

Le Collège fixe l'allocation accordée au président et aux membres de la commission d'évaluation.

Art. 16/11. Le Collège, sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique, fixe le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation.

Art. 16/12. Quiconque aurait un intérêt en quelque qualité que ce soit lors de l'examen d'un dossier ne peut siéger comme membre de la Commission d'évaluation.

Les membres de la commission d'évaluation sont liés par le secret en ce qui concerne les débats et délibérations ainsi que pour toute information dont ils auraient eu connaissance dans l'exercice de leur mission. »

Art. 3. Dans la partie IV du même arrêté, il est inséré un titre *IIbis*, comportant l'article 26/1, rédigé comme suit :

« Titre *IIbis* – De l'attribution des emplois de mandats par procédure ouverte

Art. 26/1. Les mandats des rangs 15 et 16 sont déclarés vacants par procédure ouverte, pour laquelle des candidats internes et externes concourent en même temps.

Par candidats externes, l'on entend tous les autres candidats que les membres du personnel statutaire des services du Collège de la Commission communautaire française.

Les fonctionnaires stagiaires des services du Collège de la Commission communautaire française sont à considérer comme des candidats externes.

Sans préjudice de l'application de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le Collège fixe les modalités selon lesquelles les candidats externes sont désignés et exercent un mandat au sein des services du Collège ».

Art. 4. L'article 60 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 60. Aux conditions fixées par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, les emplois de rangs 15 et 16 sont attribués par mandat.

Art. 5. L'article 70 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 70. Il existe, au sein des services du Collège, un Conseil de direction. Celui-ci comprend les titulaires des mandats de rangs 15 et 16. »

Art. 6. L'article 86 du même arrêté est abrogé.

Art. 7. Il est inséré, dans le même arrêté, une partie *Xbis*, comportant les articles 86/1 à 86/5, rédigée comme suit :

« PARTIE *Xbis* – De l'évaluation des détenteurs de mandat

Art. 86/1. L'évaluation des détenteurs de mandat a pour but :

1° de vérifier dans quelle mesure les objectifs fixés lors de l'attribution du mandat sont atteints ou sont en voie d'être atteints;

2° d'évaluer la manière dont le mandataire a exercé le mandat.

Art. 86/2. Le mandataire rédige, aux fins énoncées à l'article 86/1, à l'issue de chaque période d'évaluation, un rapport sur ses activités en tant que fonctionnaire dirigeant ou directeur d'administration.

La commission d'évaluation prend connaissance du rapport rédigé par le mandataire et invite celui-ci à un entretien d'évaluation.

Le mandataire peut recevoir, à l'issue de son évaluation, une des trois mentions motivées suivantes : « favorable », « satisfaisant » ou « défavorable ».

La mention « favorable » est attribuée au mandataire lorsque celui-ci atteint pleinement les objectifs qui lui ont été assignés au début de son mandat.

La mention « satisfaisant » est attribuée au mandataire lorsque les objectifs ont été partiellement réalisés par lui.

La mention « défavorable » est attribuée au mandataire lorsque les objectifs n'ont pas ou peu été réalisés.

Dans son évaluation, la commission d'évaluation doit tenir compte des circonstances imprévisibles ou indépendantes qui ont rendu impossible la réalisation totale ou partielle des objectifs fixés.

L'évaluation est notifiée au mandataire intéressé par lettre postale recommandée.

Art. 86/3. § 1^{er}. Une première évaluation a lieu deux ans après le début du mandat.

Au cas où cette évaluation se termine par la mention « défavorable », une évaluation complémentaire a lieu six mois après cette première évaluation. Si la mention attribuée au mandataire à l'issue de l'évaluation complémentaire est « défavorable », son mandat prend fin définitivement. Dans ce cas, le mandataire ne peut participer à une nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe.

La désignation d'un nouveau mandataire se fait par la désignation d'un autre candidat déclaré apte, soit lors du précédent appel à candidatures à ce mandat, sous réserve de vérifier à nouveau les conditions d'admissibilité, soit suite à un nouvel appel à candidatures. Ce nouveau mandataire est désigné pour la durée restante du mandat exercé par son prédécesseur.

§ 2. Une seconde évaluation a lieu trois mois avant la fin du mandat.

§ 3. Si à l'issue de cette seconde évaluation, la mention attribuée est « favorable », le mandataire qui le souhaite peut voir son mandat renouvelé sans qu'il soit procédé à une nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe.

Le mandataire établit, à l'occasion du renouvellement de son mandat, un plan de gestion tel que visé à l'article 34/5, § 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, qui tient compte des objectifs à atteindre fixés par l'autorité.

§ 4. Si à l'issue de cette seconde évaluation, la mention attribuée au mandataire est « satisfaisant », son mandat n'est pas renouvelé mais il peut participer à la nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe.

§ 5. Si à l'issue de cette seconde évaluation, la mention attribuée au mandataire est « défavorable », son mandat prend fin définitivement à l'issue du mandat et il ne peut participer à la nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe.

Art. 86/4. Le mandataire dispose de dix jours ouvrables à partir de la réception de la notification de l'évaluation pour introduire un recours écrit auprès du membre du Collège chargé de la Fonction publique.

À sa demande, le mandataire est entendu par le Collège. Il peut se faire assister par la personne de son choix.

Art. 86/5. Le Collège statue sur le recours d'un mandataire. Il dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de la requête pour notifier sa décision.

En cas d'absence de décision dans le délai requis, le mandataire reçoit la mention supérieure à celle qui lui avait été attribuée. »

Art. 8. Un article 162/1, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 162/1. Par dérogation à l'article 26/1, le Collège ouvre les mandats des rangs 15 et 16 simultanément à tout le personnel du secteur public, aux membres du personnel d'une assemblée parlementaire et aux membres du personnel des Conseils des commissions communautaires.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique que lors de la première déclaration de vacance desdits emplois.

S'il y a, lors de la première déclaration de vacance d'un emploi de mandat, insuffisamment de candidats jugés aptes, ledit emploi de mandat est déclaré vacant par procédure ouverte, visée à l'article 26/1. »

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 9. Dans la section 8 du chapitre II de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, il est inséré une sous-section 4, comportant l'article 43/4, rédigée comme suit :

« Sous-section 4. — De la prime de mandat

Art. 43/4. Le fonctionnaire détenteur d'un mandat reçoit une prime de mandat dont le montant annuel s'élève à :

1° pour les agents de rang 16 : 3.000 euros;

2° pour les agents de rang 15 : 2.000 euros.

La prime de mandat est payée mensuellement aux mêmes conditions que le traitement. Elle est liée à l'indice-pivot 138,01. »

CHAPITRE IV. — *Modification de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 10. Dans l'article 6, alinéa 3, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de Commission communautaire française, les termes « 15 ou » sont supprimés.

Art. 11. L'article 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. Sous réserve de l'application de l'article 6, alinéa 3, le grade de conseiller-chef de service (rang 13) est conféré selon les règles de la promotion par avancement de grade ».

Art. 12. L'article 33 du même arrêté est abrogé.

Art. 13. L'article 34 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 34. Le Collège confère par mandat les emplois correspondant aux grades des rangs 15 et 16. Chaque emploi est déclaré vacant par le Collège avant qu'il puisse être attribué par mandat. »

Art. 14. Dans le même arrêté, sont insérés les articles 34/1 à 34/9 rédigés comme suit :

« Art. 34/1. Avant toute attribution d'un mandat, le Collège, sur proposition du membre du Collège chargé de la fonction publique fixe les objectifs à atteindre durant ce mandat.

Art. 34/2. L'agent désigné exerce effectivement le mandat.

Pendant le mandat, l'agent ne peut accomplir des prestations réduites. Il ne peut pas non plus obtenir un congé pour exercer une fonction dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat ou dans le cabinet du président ou d'un membre du Gouvernement d'une Communauté, d'une Région, du Collège réuni de la Commission communautaire commune ou du Collège de la Commission communautaire française.

L'agent ne peut obtenir un congé pour mission, pour interruption de la carrière ou une absence pour convenance personnelle.

Dans le cas où l'agent désigné ne peut pas exercer le mandat pour cause de maladie de longue durée ou de congé de maternité ou de suspension dans l'intérêt du service, le Collège peut confier temporairement le mandat à un autre agent pour une durée de six mois au maximum, conformément à l'article 9, §§ 1^{er} et 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les services du Collège de la Commission communautaire française.

Le seul fait qu'un emploi soit momentanément inoccupé ne suffit par à justifier que cet emploi soit conféré à titre provisoire.

Art. 34/3. L'ancienneté de grade du détenteur du mandat est égale à son ancienneté dans le grade qu'il portait avant sa désignation dans le mandat. La durée du mandat est comptabilisée dans ses anciennetés de service, de grade, de niveau et pécuniaire.

L'agent exerce les prérogatives et bénéficie du traitement et des avantages pécuniaires qui sont liés au grade dont il est revêtu par mandat.

Art. 34/4. La durée du mandat est de cinq ans.

Toutefois, sans préjudice de l'article 86/3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, le mandataire dont le mandat prend fin peut être autorisé à poursuivre l'exercice de ses fonctions jusqu'à l'entrée en fonction de son successeur.

Le mandat prend fin soit à l'expiration de la durée fixée, soit après une évaluation complémentaire « défavorable » visée à l'article 86/3, § 1^{er} alinéa 2 de l'arrêté précité ou en cas de non-renouvellement du mandat visé à l'article 86/3, §§ 4 et 5 de l'arrêté précité, soit en cas de suspension dans l'intérêt du service pendant plus de six mois, soit en cas d'absence ininterrompue pour cause de maladie de longue durée de plus de six mois, soit en cas de rétrogradation ou encore par la démission volontaire du mandataire.

Art. 34/5. § 1^{er}. Les mandats des rangs 15 et 16 sont ouverts aux agents du niveau 1 qui comptent au moins douze années d'ancienneté de niveau 1 ou qui disposent d'une expérience d'au moins six ans dans une fonction dirigeante.

Par expérience dans une fonction dirigeante, on entend l'expérience en matière de gestion dans un service public ou dans une organisation du secteur privé.

§ 2. Chaque candidat établit un plan de gestion qui tient compte des objectifs visés à l'article 34/1.

Art. 34/6. § 1^{er}. La vacance des emplois est portée à la connaissance des agents par un appel aux candidats publié au *Moniteur belge*.

L'appel aux candidats mentionne, pour chaque emploi déclaré vacant :

1° le délai visé au paragraphe 2 du présent article dans lequel la candidature doit être introduite auprès du président du conseil de direction;

2° les éléments que l'acte de candidature doit contenir et qui sont visés au paragraphe 3 du présent article;

3° les coordonnées du service du personnel auprès duquel la description de fonction de l'emploi à conférer et la définition des objectifs visés à l'article 34/1 peuvent être obtenus.

§ 2. Sont seules prises en considération, les candidatures des agents qui ont été adressées par lettre recommandée au président du conseil de direction, dans un délai de trente jours. Ce délai commence à courir le jour qui suit la publication de l'appel au *Moniteur belge*.

§ 3. Tout acte de candidature comporte :

1° un exposé des titres et expériences que le candidat fait valoir pour postuler l'emploi;

2° le plan de gestion visé à l'article 34/5, § 2.

Un acte de candidature doit être introduit pour chaque emploi auquel l'intéressé se porte candidat.

§ 4. Les agents sont autorisés à solliciter par anticipation tout emploi qui serait déclaré vacant pendant leur absence. La validité d'une telle candidature est limitée à deux mois. Elle doit être introduite par lettre recommandée adressée au président du conseil de direction.

Art. 34/7. § 1^{er}. La commission de sélection est saisie par le président du conseil de direction de la demande d'avis par l'article 34/8, § 1^{er} alinéa 1^{er}.

§ 2. La demande d'avis adressée à la commission de sélection mentionne le délai dans lequel celle-ci doit se prononcer. Ce délai ne peut être inférieur à trente jours à dater de la réception de la demande par le président de la commission de sélection.

§ 3. La demande d'avis comporte :

1° l'acte de candidature visé à l'article 34/6, § 3;

2° les objectifs visés à l'article 34/1;

3° la description de fonction de l'emploi à pourvoir.

Art. 34/8. § 1^{er}. La commission de sélection vérifie les conditions générales et particulières d'admissibilité des candidats.

Les candidats qui ne satisfont pas à ces conditions sont exclus de la sélection par décision motivée de la commission. Cette décision est notifiée aux candidats exclus par lettre recommandée à la poste.

Dans les quinze jours qui suivent cette notification, chaque candidat peut introduire une réclamation par lettre recommandée à la poste auprès du président de la commission et peut demander à être entendu.

Le candidat peut se faire assister par une personne de son choix.

Après examen de la réclamation, la commission statue définitivement sur l'admissibilité et notifie sa décision par lettre recommandée.

Lorsque la commission statue sur les conditions d'admissibilité des candidats, le délai prévu pour rendre son avis commence à courir à partir du jour où la commission s'est prononcée définitivement sur les conditions d'admissibilité.

§ 2. La commission de sélection invite les candidats à un entretien.

En ce qui concerne les emplois de mandat de rang 15, la commission de sélection entend le mandataire de rang 16 ayant dans ses attributions les matières relevant de l'emploi de mandat concerné, au sujet des compétences générales et du profil de fonction de l'emploi à pourvoir.

La commission de sélection émet un avis motivé sur le degré d'adéquation des compétences, d'aptitude relationnelle et de management de chaque candidat par rapport aux éléments contenus dans la demande d'avis visée à l'article 34/7, § 3.

Après comparaison des titres et mérites des candidats, les candidats sont inscrits soit dans le groupe A « apte », soit dans le groupe B « pas apte ».

Dans le groupe A, les candidats sont classés. Quand les candidats sont jugés équivalents, ils sont classés *ex aequo*.

Art. 34/9. Le Collège désigne les mandataires parmi les candidats du groupe A. Il motive sa décision ».

Art. 15. Dans le même arrêté, il est inséré un article 65/1 rédigé comme suit :

« Art. 65/1. Les agents de rangs 15 et 16 qui n'ont pas été désignés aux mandats déclarés vacants ou qui ne se sont pas portés candidats aux mandats déclarés vacants, sont désignés comme chargés de mission par le Collège.

La mission est déterminée par le Collège.

Ils conservent le bénéfice de l'échelle de traitement dont ils bénéficiaient au moment de la déclaration de vacance. »

Art. 16. § 1^{er}. A l'annexe II du même arrêté, les conditions particulières liées au rang 16 sont remplacées par les conditions particulières suivantes : « Appel public au *Moniteur belge* (article 34/6). Les mandats des rangs 16 sont ouverts aux agents du niveau 1 qui comptent au moins douze années d'ancienneté de niveau 1 ou qui disposent d'une expérience d'au moins six ans dans une fonction dirigeante ».

§ 2. A l'annexe II du même arrêté, les conditions particulières liées au rang 15 sont remplacées par les conditions particulières suivantes : « Appel public au *Moniteur belge* (article 34/6). Les mandats de rangs 15 sont ouverts aux agents du niveau 1 qui comptent au moins douze années d'ancienneté de niveau 1 ou qui disposent d'une expérience d'au moins six ans dans une fonction dirigeante ».

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 17. L'article 5 entre en vigueur à la date fixée par le Collège.

Art. 18. Le Membre du Collège qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} mars 2012.

Par le Collège :

B. CEREXHE,
Membre du Collège
chargé de la Fonction publique

C. DOULKERIDIS,
Président du Collège

VERTALING

COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

N. 2012 — 1395

[C – 2012/31226]

1 MAART 2012. — Besluit 2010/1366 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van verschillende reglementaire bepalingen met betrekking tot het mandaat in de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, artikel 79 en artikel 79 *bis*, ingevoegd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 december 2010;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met Begroting, gegeven op 13 januari 2011;

Gelet op het protocol nr 2011/07 van 9 juni 2011 van Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies nr. 49.873/2 van de Raad van State, gegeven op 13 juli 2011, in toepassing van artikel 84, § 1, 1^e lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met Ambtenarenzaken,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemeenheden

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid als bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 ervan.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 2. In het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt er een deel III/2 *toegevoegd*, met de artikelen 16/7 tot 16/12, als volgt opgesteld :

« Deel III/2 – Selectiecommissies en evaluatiecommissie

Art. 16/7. § 1. Er wordt een bevoegde selectiecommissie opgericht met het oog op de toekenning van elke mandaatbetrekking als bedoeld in artikel 34 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse gemeenschapscommissie.

De selectiecommissie is samengesteld in functie van de toe te wijzen betrekking per mandaat en bevat vijf tot zeven leden.

§ 2. Het College, op voorstel van het lid van het college belast met Ambtenarenzaken, stelt de leden van de selectiecommissie aan elke keer als er een mandaatbetrekking als bedoeld in paragraaf 1 vacant wordt verklaard en stelt de voorzitter aan onder hen.

§ 3. De selectiecommissie is samengesteld uit leden die over deskundigheid omtrent materies beschikken die tot de toe te wijzen mandaatbetrekking behoren en uit leden die over deskundigheid in verband met management van de overheidssector beschikken.

De aanstelling van de leden van de selectiecommissie is beperkt tot de selectieprocedure waarvoor ze zijn aangesteld.

§ 4. Ten hoogste twee derden van de leden van de selectiecommissie behoren tot hetzelfde geslacht.

§ 5. Het college stelt bovendien een effectieve en een plaatsvervangende secretaris aan.

Het college stelt de uitkering die aan de voorzitter en aan de leden wordt toegekend vast.

Art. 16/8. Het College stelt, op voorstel van het Collegelid belast met Ambtenarenzaken, het huishoudelijk reglement van de selectiecommissie op.

Art. 16/9. Om het even wie die een belang zou hebben in om het even welke hoedanigheid in de selectieprocedure mag niet als lid van de Selectiecommissie worden aangesteld.

De leden van de selectiecommissie zijn gebonden door de geheimhouding wat de debatten en beraadslagingen betreft, alsook over alle informatie waarvan ze in de uitoefening van hun opdracht kennis hebben genomen.

Art. 16/10. § 1. Er wordt een evaluatiecommissie opgericht die belast is met de evaluatie van de mandaathouders als bedoeld in artikel 86/1.

De evaluatiecommissie bevat vijf tot zeven leden die over deskundigheid in verband met het management van de overheidssector beschikken. Minstens één lid moet over deskundigheid inzake de materie die tot het te evalueren mandaat behoort, beschikken.

§ 2. Het College, op voorstel van het Collegelid belast met Ambtenarenzaken, stelt de leden van de evaluatiecommissie aan alsook de voorzitter onder hen.

Het College stelt eveneens, op voorstel van het Collegelid belast met Ambtenarenzaken, vier plaatsvervangende leden aan die aan dezelfde criteria beantwoorden als de effectieve leden.

In geval van afwezigheid of van verhindering van een lid, wordt er een plaatsvervanger door de voorzitter aangeduid.

In geval van afwezigheid van de voorzitter, wordt het voorzitterschap aan de oudste van de aanwezige effectieve leden toegewezen.

§ 3. De leden worden voor een periode van vijf jaar aangesteld.

Hun aanstelling is hernieuwbaar.

§ 4. Ten hoogste twee derden van de leden behoren tot hetzelfde geslacht.

§ 5. Het College stelt een effectieve secretaris en een plaatsvervangende secretaris aan om de evaluatiecommissie bij te staan.

Het college stelt de uitkering die aan de voorzitter en aan de leden van de evaluatiecommissie wordt toegekend vast.

Art. 16/11. Het College stelt, op voorstel van het Collegelid belast met Ambtenarenzaken, het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie vast.

Art. 16/12. Om het even wie die een belang zou hebben in om het even welke hoedanigheid bij het onderzoek van een dossier mag niet als lid van de Evaluatiecommissie zetelen.

De leden van de evaluatiecommissie zijn gebonden door geheimhouding wat de debatten en beraadslagingen betreft, alsook over alle informatie waarvan ze in de uitoefening van hun opdracht kennis hebben genomen. »

Art. 3. In het gedeelte IV van hetzelfde besluit, wordt een titel II *bis* ingevoegd, met artikel 26/1, als volgt opgesteld :

« Titel II *bis* – Toewijzing van mandaatbetrekkingen door middel van open procedure

Art. 26/1. De mandaten van rang 15 en 16 worden via open procedure vacant verklaard, waarvoor interne en externe kandidaten tezelfdertijd wedijveren.

Onder externe kandidaten wordt verstaan alle andere kandidaten dan de leden van het statutair personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

De stagiairs ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie moeten als externe kandidaten beschouwd worden.

Onverminderd toepassing van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, stelt het College de modaliteiten vast volgens dewelke de externe kandidaten worden aangesteld en een mandaat binnen de diensten van het College uitoefenen.

Art. 4. Artikel 60 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 60. Binnen de voorwaarden vastgesteld door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, worden de betrekkingen van rang 15 en 16 per mandaat toegewezen.

Art. 5. Artikel 70 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 70. Er bestaat, binnen de diensten van het College, een Directieraad. Deze bevat de mandaathouders van de rang 15 en 16. »

Art. 6. Artikel 86 van hetzelfde besluit wordt ingetrokken.

Art. 7. Er wordt in hetzelfde besluit een gedeelte *Xbis* toegevoegd, met de artikelen 86/1 tot 86/5, als volgt opgesteld :

« GEDEELTE *Xbis* – De evaluatie van de mandaathouders

Art. 86/1. De evaluatie van de mandaathouders heeft als doel :

1° na te gaan in welke mate de doelstellingen vastgelegd bij de toewijzing van het mandaat bereikt zijn of worden bereikt;

2° de manier te evalueren waarop de mandataris het mandaat heeft uitgeoefend.

Art. 86/2. De mandataris stelt, volgens de doeleinden geformuleerd in artikel 86/1, na afloop van elke evaluatieperiode, een rapport op over zijn activiteiten als leidinggevend ambtenaar of bestuursdirecteur.

De evaluatiecommissie neemt kennis van het door de mandataris opgestelde verslag en nodigt hem uit voor een evaluatieonderhoud.

De mandataris kan, na afloop van zijn evaluatie, een van de volgende drie gemotiveerde vermeldingen krijgen : « gunstig », « bevredigend » of « ongunstig ».

De vermelding "gunstig" wordt aan de mandataris toegekend indien deze ten volle de doelstellingen die hem aan het begin van zijn mandaat werden toegekend, bereikt.

De vermelding "bevredigend" wordt aan de mandataris toegekend wanneer de doelstellingen gedeeltelijk door hem werden gerealiseerd.

De vermelding "ongunstig" wordt aan de mandataris toegekend wanneer de doelstellingen niet of weinig werden gerealiseerd.

In zijn evaluatie moet de evaluatiecommissie rekening houden met de onvoorziene omstandigheden of omstandigheden onafhankelijk van de wil van de mandataris, die de totale of gedeeltelijke realisatie van de vastgestelde doelstellingen onmogelijk hebben gemaakt.

De evaluatie wordt aan de betrokken mandataris door middel van aangetekend schrijven met de post ter kennis gebracht.

Art. 86/3. §1. Een eerste evaluatie vindt twee jaar na het begin van het mandaat plaats.

In het geval dat deze evaluatie eindigt door de vermelding "ongunstig", heeft een bijkomende evaluatie zes maanden na deze eerste evaluatie plaats. Indien de vermelding toegekend aan de mandataris na afloop van de bijkomende evaluatie "ongunstig" is, neemt zijn mandaat definitief een einde. In dat geval mag de mandataris niet aan een nieuwe procedure voor de aanstelling voor de mandaatbetrekking die hij vervult, deelnemen.

De aanstelling van een nieuwe mandataris gebeurt door de aanstelling van een andere kandidaat die geschikt wordt verklaard, ofwel aan de hand van de voorgaande kandidatenoproep voor dit mandaat, onder voorbehoud van hernieuwd nazicht van de toelaatbaarheidsvoorwaarden, ofwel ten gevolge van een nieuwe kandidatenoproep. Deze nieuwe mandataris wordt voor de resterende duur van het mandaat uitgeoefend door zijn voorganger aangesteld.

§ 2. Een tweede evaluatie vindt drie maanden voor het einde van het mandaat plaats.

§ 3. Indien na afloop van deze tweede evaluatie de toegekende vermelding "gunstig" is, dan kan de mandataris die het wenst zijn mandaat hernieuwd zien zonder dat hij wordt doorgestuurd voor een nieuwe aanstellingsprocedure voor de mandaatbetrekking die hij vervult.

De mandataris stelt, ter gelegenheid van de hernieuwing van zijn mandaat, een beheersplan op als bedoeld in artikel 34/5, § 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, dat rekening houdt met de te bereiken doelstellingen vastgesteld door de overheid.

§ 4. Indien na afloop van deze tweede evaluatie de aan de mandataris toegekende vermelding "bevredigend" is, dan wordt zijn mandaat niet hernieuwd, maar kan hij aan de nieuwe aanstellingsprocedure deelnemen voor de mandaatbetrekking die hij vervult.

§ 5. Indien na afloop van deze tweede evaluatie de aan de mandataris toegekende vermelding "ongunstig" is, dan neemt zijn mandaat een definitief einde na afloop van het mandaat en kan hij niet deelnemen aan de nieuwe aanstellingsprocedure voor de mandaatbetrekking die hij vervult.

Art. 86/4. De mandataris beschikt over tien werkdagen vanaf de ontvangst van de mededeling van de evaluatie om een schriftelijk beroep bij het Collegelid belast met Ambtenarenzaken in te dienen.

Op zijn vraag wordt de mandataris door het College gehoord. Hij mag zich door de persoon van zijn keuze laten bijstaan.

Art. 86/5. Het College doet een uitspraak over het beroep van een mandataris. Het beschikt over een termijn van een maand te rekenen vanaf de ontvangst van het verzoek om zijn beslissing mee te delen.

In geval van afwezigheid van een beslissing binnen de vereiste termijn, krijgt de mandataris de hogere vermelding dan die die hem werd toegekend. »

Art. 8. Artikel 162/1, opgesteld als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

Art. 162/1. Bij afwijking van artikel 26/1, opent het College de mandaten van rang 15 en 16 tegelijkertijd voor het personeel van de openbare sector, voor de personeelsleden van een parlementaire vergadering en voor de personeelsleden van de Raden van de gemeenschapscommissies.

Lid 1 is slechts van toepassing bij de eerste vacant verklaring van de genaamde betrekkingen.

Indien bij de eerste vacant verklaring van een mandaatbetrekking onvoldoende kandidaten geschikt worden geacht, wordt de genaamde mandaatbetrekking via open procedure vacant verklaard, als bedoeld in artikel 26/1. »

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.*

Art. 9. In de sectie 8 van het hoofdstuk II van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt er een subsectie 4 ingevoegd, dat artikel 43/4 bevat, als volgt opgesteld :

"Subsectie 4. — Mandaatpremie

Art. 43/4. De ambtenaar die houder is van een mandaat krijgt een mandaatpremie waarvan het jaarlijks bedrag bedraagt :

1° voor de beambten van rang 16 : 3.000 euro;

2° voor de beampten van rang 15 : 2.000 euro.

De mandaatpremie wordt maandelijks volgens dezelfde voorwaarden als het salaris betaald. Ze is aan de spilindex 138,01 gekoppeld. »

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Art. 10. In artikel 6, lid 3, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie worden de termen "15 of" opgeheven.

Art. 11. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 12. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 6, lid 3, wordt de graad van adviseur-diensthoofd (rang 13) verleend volgens de promotieregels door te stijgen in graad".

Art. 12. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt ingetrokken.

Art. 13. Artikel 34 wordt vervangen als volgt :

« Art. 34. Het College verleent per mandaat de betrekkingen die met de graden 15 en 16 overeenkomen. Elke betrekking wordt door het College vacant verklaard alvorens ze per mandaat toegewezen kan worden. »

Art. 14. In hetzelfde besluit worden de artikels 34/1 tot 34/9 ingevoegd, als volgt opgesteld :

« Art. 34/1. Vooraleer om het even welk mandaat toe te wijzen stelt het college, op voorstel van het Collegelid belast met ambtenarenzaken, de te bereiken doelstellingen tijdens het mandaat vast.

Art. 34/2. De aangestelde beambte oefent effectief het mandaat uit.

Tijdens het mandaat mag de beambte geen ingekorte prestaties voltrekken. Hij mag evenmin verlof krijgen voor het uitoefenen van een functie in het kabinet van een minister of van een staatssecretaris of in het kabinet van de voorzitter of van een lid van de regering van een Gemeenschap, van een Gewest, van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

De beambte kan geen verlof voor opdracht, voor loopbaanonderbreking of een afwezigheid voor persoonlijke redenen bekomen.

In het geval dat de aangeduide beambte het mandaat niet kan uitoefenen wegens ziekte van lange duur of moederschapsverlof of opschorting in het belang van de dienst, kan het College het mandaat tijdelijk aan een andere beambte voor een duur van maximum zes maanden toevertrouwen, overeenkomstig artikel 9, §§ 1 en 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 met betrekking tot de uitoefening van een hogere functie in de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Het enige feit dat een betrekking momenteel niet ingevuld is, volstaat niet om te rechtvaardigen dat deze betrekking ter voorlopige titel wordt verleend.

Art. 34/3. De graadanciënniteit van de mandaathouder is gelijk aan zijn anciënniteit in de graad die hij had voor zijn aanstelling in het mandaat. De duur van het mandaat wordt verrekend in zijn anciënniteit voor dienst, graad, niveau en voor de bezoldiging.

De beambte oefent de voorrechten uit en geniet van het salaris en de geldelijke voordelen die verbonden zijn met de graad waarmee hij middels zijn mandaat mee gelijkgesteld wordt.

Art. 34/4. De duur van het mandaat is vijf jaar.

Echter, onverminderd artikel 86/3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, kan de mandataris waarvan het mandaat een einde neemt, toegelaten worden om de uitoefening van zijn functies voort te zetten tot de indienstreding van zijn opvolger.

Het mandaat neemt ofwel een einde bij het verstrijken van de vastgelegde duur, ofwel na een bijkomende "ongunstige" evaluatie als bedoeld in artikel 86/3, § 1 lid 2 van voormeld besluit of in geval van niet-hernieuwing van het mandaat als bedoeld in artikel 86/3, §§ 4 en 5 van het voornoemd besluit, ofwel in geval van opschorting in het belang van de dienst gedurende meer dan zes maanden, ofwel in geval van ononderbroken afwezigheid wegens ziekte van lange duur van meer dan zes maanden, ofwel in geval van terugzetting in rang of ook door vrijwillig ontslag van de mandataris.

Art. 34/5. § 1. De mandaten van rang 15 en 16 worden opengesteld voor de beampten van niveau 1 die minstens twaalf jaar anciënniteit van niveau 1 hebben of die beschikken over een ervaring van minstens zes jaar in een leidinggevende functie.

Onder ervaring in een leidinggevende functie wordt verstaan de ervaring inzake het beheer in een openbare dienst of in een organisatie van de privé-sector.

§ 2. Elke kandidaat stelt een beheersplan op dat met de doelstellingen zoals bedoeld in artikel 34/1 rekening houdt.

Art. 34/6. § 1. De vacante betrekkingen worden ter kennis van de beampten gebracht middels een kandidatenoproep die in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd.

De kandidatenoproep vermeldt, voor elke betrekking die vacant wordt verklaard :

1° de termijn zoals bedoeld in paragraaf 2 van dit artikel gedurende dewelke de kandidaatstelling bij de voorzitter van de directieraad moet worden ingediend.

2° de elementen dat het sollicitatieformulier moet bevatten en die in paragraaf 3 van onderhavig artikel beoogd worden;

3° de gegevens van de personeelsdienst waar de functiebeschrijving van de toe te kennen betrekking en de definitie van de doelstellingen zoals bedoeld in artikel 34/1 kunnen bekomen worden.

§ 2. Worden enkel in overweging genomen, de kandidaatstellingen van de beampten die aan de voorzitter van de directieraad, binnen een termijn van dertig dagen, middels aangetekende brief werden gericht. Deze termijn begint te lopen op de dag die volgt op de publicatie van de oproep in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. Ieder sollicitatieformulier bevat :

1° een toelichting van de titels en ervaring die de kandidaat doet gelden om voor de betrekking te solliciteren;

2° het beheersplan als bedoeld in artikel 34/5, § 2.

Een sollicitatieformulier moet worden ingediend voor elke betrekking waarvoor de betrokkene zich kandidaat stelt.

§ 4. De beambten krijgen de toestemming om anticiperend voor elke betrekking te solliciteren die tijdens hun afwezigheid vacant zou worden verklaard. De geldigheid van een dergelijke kandidaatstelling wordt tot twee maanden beperkt. Ze moet door middel van aangetekende brief aan de voorzitter van de directieraad gericht, ingediend worden.

Art. 34/7. § 1. De selectiecommissie wordt door de voorzitter van de directieraad van het verzoek tot advies als bedoeld door artikel 34/8, §1 lid 1 op de hoogte gebracht

§ 2. Het verzoek tot advies gericht aan de selectiecommissie vermeldt de termijn waarbinnen deze zich moet uitspreken. Deze termijn mag niet lager zijn dan dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag door de voorzitter van de selectiecommissie.

§ 3. Het verzoek tot advies omvat :

1° het sollicitatieformulier als bedoeld in artikel 34/6, § 3;

2° de doelstellingen als bedoeld in artikel 34/1;

3° de functiebeschrijving van de in te vullen betrekking.

Art. 34/8. § 1. De selectiecommissie kijkt de algemene en bijzondere voorwaarden voor toelaatbaarheid van de kandidaten na.

De kandidaten die niet aan deze voorwaarden voldoen, worden van de selectie door middel van gemotiveerde beslissing van de commissie uitgesloten. Deze beslissing wordt aan de uitgesloten kandidaten middels aangetekend schrijven via de post meegedeeld.

Binnen de vijftien dagen die op deze mededeling volgen, kan elke kandidaat door middel van aangetekend schrijven via de post bij de voorzitter van de commissie bezwaar indienen en vragen om gehoord te worden.

De kandidaat mag zich door een persoon van zijn keuze laten bijstaan.

Na onderzoek van het bezwaar, spreekt de commissie zich definitief over de toelaatbaarheid uit en deelt ze haar beslissing via aangetekende brief mee.

Wanneer de commissie een uitspraak doet over de toelaatbaarheidsvoorwaarden van kandidaten, begint de voorziene termijn om haar advies te verlenen, te lopen vanaf de dag dat de commissie zich definitief over de toelaatbaarheidsvoorwaarden uitgesproken heeft.

§ 2. De selectiecommissie nodigt de kandidaten uit voor een onderhoud.

Wat de betrekkingen van mandaat van rang 15 betreft, hoort de selectiecommissie de mandataris van rang 16 met in zijn bevoegdheden de materies die relevant zijn voor de betrokken mandaatbetrekking, over de algemene competenties en het functieprofiel van de in te vullen betrekking.

De selectiecommissie vaardigt een gemotiveerd advies uit over de graad van geschiktheid van de competenties, relationele en managementsvaardigheden van elke kandidaat ten overstaan van de elementen uit het verzoek tot advies zoals bedoeld in artikel 34/7, § 3.

Na vergelijking van de titels en verdiensten van de kandidaten, worden de kandidaten ofwel in groep A "geschikt", ofwel in groep B "niet geschikt" ingeschreven.

In groep A worden de kandidaten gerangschikt. Wanneer de kandidaten gelijkwaardig worden beoordeeld, worden ze *ex aequo* gerangschikt.

Art. 34/9. Het College duidt de mandatarissen onder de kandidaten van groep A aan. Het motiveert zijn beslissing".

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt een artikel 65/1 ingevoegd, als volgt opgesteld :

« Art. 65/1. De beambten van rang 15 en 16 die niet voor de vacant verklaarde mandaten zijn aangesteld of die zich niet voor de vacant verklaarde mandaten kandidaat hebben gesteld, worden door het College als belast met opdracht aangeduid.

De opdracht wordt door het College vastgesteld.

Ze behouden het voordeel van de weddeschaal waarvan ze genoten op het moment van vacant verklaring. »

Art. 16. § 1. In bijlage II van hetzelfde besluit worden de bijzondere voorwaarden gekoppeld aan rang 16 door de volgende bijzondere voorwaarden vervangen : " Openbare oproep in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 34/6). De mandaten van rang 16 worden opengesteld voor de beambten van niveau 1 die minstens twaalf jaar anciënniteit van niveau 1 hebben of die beschikken over een ervaring van minstens zes jaar in een leidinggevende functie.

§ 2. In bijlage II van hetzelfde besluit worden de bijzondere voorwaarden gekoppeld aan rang 15 door de volgende bijzondere voorwaarden vervangen : " Openbare oproep in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 34/6). De mandaten van rang 15 worden opengesteld voor de beambten van niveau 1 die minstens twaalf jaar anciënniteit van niveau 1 hebben of die beschikken over een ervaring van minstens zes jaar in een leidinggevende functie.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 17. Artikel 5 wordt van kracht op de door het College vastgelegde datum.

Art. 18. Het Collegelid bevoegd voor Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 maart 2012.

Namens het College :

B. CEREXHE,
Collegelid
belast met Ambtenarenzaken

C. DOULKERIDIS,
Collegevoorzitter